



DÉCLARATION DE L'AFRIQUE DU SUD LORS DE LA 53E SESSION PLÉNIÈRE DU COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE (CFS 53):

20-24 OCTOBRE 2025, ROME, ITALIE

**“FAIRE LA DIFFÉRENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE
NUTRITION”**

[DÉCLARATION POUR LA SESSION MINISTÉRIELLE DU CFS 53]

Président du CSA,

Excellences et Délégués Distingués,

L'Afrique du Sud est honorée de participer à cette 53e session du Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA).

L'Afrique du Sud est fière que l'Ambassadeur Jezile ait été nommé président du CSA en 2023. Permettez-moi de vous féliciter, Madame l'Ambassadeur, pour le travail accompli pendant votre mandat à la Présidence du Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale. Je tiens également à féliciter le Secrétariat du CSA pour son engagement sans faille dans ce travail.

Je tiens également à féliciter la FAO pour son 80e anniversaire et à lui souhaiter bonne chance pour l'avenir.

L'Afrique du Sud salue la présentation du rapport 2025 sur l'État de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition dans le Monde. Ce rapport, comme les précédents, a toujours fourni des orientations aux pays pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Nous remercions les équipes qui ont travaillé à leur élaboration.

La lutte contre la hausse des prix alimentaires est l'un des domaines auxquels nous devons tous nous attaquer, car la volatilité excessive des prix alimentaires et l'inflation alimentaire persistante affectent les ménages à faibles revenus, qui consacrent une part importante de leurs revenus à l'alimentation.

Bien que le rapport indique que le coût d'une alimentation saine en Afrique du Sud s'élève à 3,89 dollars américains, ce qui reste le plus bas d'Afrique australe, inférieur même à la moyenne de 4,44 dollars américains, l'intention est de réduire encore ce coût.

Madame la Présidente, l'Afrique du Sud souscrit à l'affirmation contenue dans le rapport concernant le rôle de la politique monétaire restrictive, qui a permis de réduire de manière constante l'inflation des prix alimentaires dans les principales économies émergentes, y compris en Afrique du Sud.

Consciente de l'aggravation des problèmes liés à l'insécurité alimentaire, en particulier en ce qui concerne l'accès des femmes à la nourriture, et du fait que ce problème est plus répandu dans les

zones rurales, l'Afrique du Sud a pris des mesures audacieuses pour y remédier.

- La conclusion des données de référence grâce à une enquête nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle réalisée en 2024. Il s'agissait de la première enquête de ce type dans le pays, qui a permis d'approfondir l'analyse des données sur l'insécurité alimentaire au niveau infranational.
- Elle a mis en évidence des chiffres alarmants concernant la malnutrition et le retard de croissance chez les enfants, l'indice de diversité alimentaire et l'obésité inacceptable dans certaines de nos provinces. Ces informations sont actuellement utilisées pour donner la priorité à l'aide aux districts les plus touchés.
- Deuxièmement, le thème choisi par l'Afrique du Sud pour sa Présidence du G20 est "**Solidarité, Égalité et Durabilité**". Ce thème vise à mobiliser la volonté politique et les capacités mondiales pour relever les défis considérables auxquels le monde est confronté, dans la continuité des présidences précédentes. Afin de mettre en avant la question de la sécurité alimentaire et de la nutrition, l'Afrique du Sud a créé un Groupe de Travail sur la Sécurité Alimentaire.

Le Groupe de Travail s'est attaqué aux facteurs structurels et macroéconomiques qui ont une incidence sur l'accessibilité financière et physique des denrées alimentaires aux niveaux régional et mondial. Grâce à un processus rigoureux de consultations, de collaboration et de soutien de la part de nos partenaires, le groupe de travail a réussi à élaborer les approches Ubuntu en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et de volatilité excessive des prix des denrées alimentaires. Ces approches visent à garantir l'accès à

une alimentation abordable, sûre et nutritive et à mettre en place des systèmes alimentaires résilients et durables.

Le soutien apporté par le G20 et ses partenaires a été considérable, notamment celui de la FAO, du FIDA et de la CNUCED, qui ont contribué à la réalisation des études présentées au Groupe de Travail.

- En Afrique du Sud, le droit à l'alimentation est inscrit dans l'article 27 de notre Constitution. Le gouvernement a donc pris la décision délibérée de placer la sécurité alimentaire au sommet de ses priorités afin de garantir à chacun l'accès à une alimentation et à une eau suffisantes dans le pays. Les documents politiques du CSA sont les bienvenus, car ils réaffirment cet appel à l'action pour garantir le droit à l'alimentation pour tous.

Notre gouvernement achève actuellement la révision d'un plan national pour la sécurité alimentaire et la nutrition 2025-2029, inclusif et consultatif, qui a été élaboré sur la base des résultats de l'évaluation du plan précédent. Ce plan prévoit notamment un objectif de 40 % de participation des jeunes aux programmes.

Le partage en temps opportun des informations et des décisions politiques, ainsi que la coordination des mesures d'intervention, sont essentiels pour renforcer les systèmes alimentaires. Le financement des systèmes alimentaires est crucial. À cet égard, L'Afrique du Sud salue les résultats obtenus lors de la **Quatrième Conférence Internationale sur le financement du développement (FfD4) qui s'est tenue à Séville**, en Espagne, en juillet 2025, et félicite les coprésidents du Conseil des champions de l'Alliance mondiale, le Brésil et l'Espagne, pour avoir favorisé l'harmonisation et la défragmentation du financement. Elle prend note des deux initiatives lancées par l'Alliance mondiale dans le cadre de la Plateforme d'action de Séville, à savoir : i) **“Mettre en place un financement mieux intégré pour les**

ODD 1 et 2” et ii) “Partenariat pour une protection sociale résiliente au changement climatique et le financement de l'agriculture paysanne”.

Pour conclure, Madame la Présidente,

il est urgent de mettre en place des systèmes alimentaires adaptés aux conditions locales, inclusifs, durables et résilients face aux chocs externes. Cela implique notamment de reconnaître l'importance d'accroître la production nationale et de tirer parti des avantages du commerce.

L'Afrique du Sud appelle à la collaboration et à la coopération pour lutter contre la faim et la malnutrition, car il s'agit d'un ennemi commun à tous. Nous appelons également nos partenaires à soutenir les investissements qui permettront de reproduire au niveau national des rapports similaires au SOFI 2025 afin d'apporter un soutien ciblé.

Je vous remercie.